

Messages clés

Prospérité économique

La facture collective de la crise du logement au Québec

Les résultats présentés dans cette fiche sont issus d'un vaste projet de recherche initié par la santé publique visant à quantifier les coûts économiques et sociaux qui découlent du manque de logements adéquats au Québec.

L'inabordabilité des logements nuit à la santé des populations et des communautés notamment en augmentant l'instabilité résidentielle et en diminuant le revenu disponible pour répondre à d'autres besoins essentiels.

 **Offrir un logement abordable aux ménages à faible revenu, c'est investir dans une population en meilleure santé et une économie plus prospère.**

4,2 milliards \$
en moins dans notre
économie

En 2021, plus de 510 000 ménages québécois consacraient 30 % ou plus de leur revenu total à leurs frais de logement.

Ce dépassement du seuil d'abordabilité représentait environ 4,2 milliards \$ qui auraient pu être alloués à d'autres dépenses dans l'économie québécoise.

41 millions \$
pourraient être
réinvestis dans notre
économie

En 2024, près de 3 000 logements inabordables (+ de 1 700\$ par mois) sont restés vacants, seulement à Montréal et à Gatineau, entraînant une perte économique de plus de 41 millions \$.

341 millions \$
qui ne sont pas investis
dans des solutions
durables

En 2024, le gouvernement du Québec a investi 203 millions \$ dans le programme Allocation-logement et 138 millions \$ ont été consacrés au Programme de supplément au loyer dans le marché locatif privé.

Le manque de logements abordables ajoute une pression financière sur les paliers gouvernementaux par la mise en place de solutions temporaires, notamment les aides à la personne.

Bien qu'elles répondent à des besoins urgents, les aides à la personne ne permettent pas d'agir sur les causes structurelles de l'abordabilité et ne freinent pas la hausse des loyers sur le marché locatif.

365 900 ménages

fragilisés par le coût de leur logement

Au Québec en 2021, parmi les ménages ayant un taux d'effort de 30 % et plus, les ménages à faible revenu sont surreprésentés : 365 900 (72 %).

Ce sont les ménages à plus faibles revenus qui dépensent une plus grande part de leur revenu pour se loger.

Cette situation compromet la possibilité de répondre aux autres besoins essentiels (alimentation, soins de santé, transports, etc.) risquant ainsi de nuire à leur santé et à leur bien-être, et limite leur contribution à la prospérité économique.

300 000 ménages

ont quitté leur logement précédent afin de réduire le loyer

Au Québec en 2021, près de 300 000 ménages ont quitté leur logement précédent afin de réduire les coûts de logement.

Le manque de logements abordables peut pousser certains travailleurs à s'éloigner de leur lieu d'emploi. Cette situation entraîne des effets négatifs sur leur qualité de vie : une hausse de leurs dépenses en transport et du temps perdu dans les déplacements. Ceci entraîne d'importants impacts environnementaux et une détérioration prématurée des infrastructures routières.

Source : Ferdaous Roussafi (2025). Manque de logement adéquats : quels coûts sur la prospérité économique? La facture collective de la crise du logement au Québec. Montréal, Observatoire québécois des inégalités.

Rédaction : Directions de santé publique de : Montréal, la Montérégie, Laval, Bas-Saint-Laurent, la Capitale-Nationale et l'Estrie ainsi que l'Institut national de santé publique du Québec. Avec la contribution de l'Observatoire québécois des inégalités, du Ministère de la santé et des services sociaux et de Centraide du grand Montréal.